

Mémoire présenté dans le cadre des consultations prébudgétaires

Le 1^{er} août 2017

Résumé

RÉSULTATS Canada est un mouvement mondial de citoyens passionnés, engagés à faire entendre leurs voix pour un monde sans pauvreté extrême. Depuis près de 30 ans, nos bénévoles tirent parti du pouvoir énorme de la défense des intérêts en entamant un dialogue avec leurs députés et leurs concitoyens électeurs des quatre coins du Canada.

Le Comité a invité les Canadiens à partager leurs priorités concernant le budget de 2018 qui met un accent particulier sur les thèmes de la productivité et de la compétitivité. Nous considérons l'aide internationale comme un investissement stratégique qui profite tant aux Canadiens qu'au reste du monde.

En novembre 2016, le Comité permanent des affaires étrangères et du développement international a demandé au gouvernement de consacrer 0,35 % du revenu national brut (RNB) à l'aide au développement officielle (ADO) d'ici 2020 et d'atteindre 0,7 % d'ici 2030. Le Comité des finances a souscrit à cette demande en décembre dans son rapport sur les consultations prébudgétaires. Pourtant, le budget fédéral de 2017 ne faisait montre d'aucune augmentation à l'enveloppe de l'aide internationale. Estimées à 0,26 %, les dépenses que le Canada consacre au développement sont bien inférieures à la cible convenue à l'échelle internationale de 0,7 %. En fait, elles n'ont presque jamais été aussi basses.

Le gouvernement du Canada a récemment publié sa Politique d'aide internationale féministe, qui met l'accent sur l'importance de l'autonomisation des femmes et des filles comme moyen de mettre fin à l'extrême pauvreté. Pourtant, sans nouveau financement, cette politique ambitieuse ne pourra apporter de transformations.

Le leadership du Canada à l'étranger est rentable pour les Canadiens au pays. En effet, en investissant dans des secteurs clés à l'échelle mondiale, le Canada peut stimuler la croissance économique, accroître la main-d'œuvre mondiale et réduire le coût des traitements et des soins de santé associés à la maladie et la malnutrition. Certains des principaux partenaires commerciaux du Canada, comme la Chine et la Corée du Sud, ont déjà été bénéficiaires d'une aide financière internationale considérable. Ces pays sont désormais des marchés et des partenaires économiques importants pour les produits canadiens¹.

À cette fin, nous vous pressons de prioriser l'augmentation du soutien du Canada à l'aide au développement officielle dans le budget de 2018. Plus précisément, notre gouvernement doit immédiatement augmenter l'ADO de 1 milliard de dollars par année sur trois ans et établir un échéancier de 10 ans afin d'atteindre la cible de 0,7 % du PIB, de manière à ce que notre pays s'acquitte de sa juste part en matière d'élimination de la pauvreté et de lutte à l'inégalité.

¹ <https://www.opencanada.org/features/paying-its-global-share-canadas-not-backits-far-back/>

Qu'est-ce qui peut être accompli grâce à l'augmentation de l'investissement du Canada dans l'aide internationale?

Enrayer les épidémies

En investissant dans l'immunisation des enfants à l'étranger et dans le renforcement des systèmes de santé dans les pays vulnérables, nous protégeons aussi les Canadiens contre les maladies. Des scientifiques estiment que « le prochain agent pathogène en suspension dans l'air à propagation rapide pourrait faire plus de 30 millions de victimes en moins d'un an² ». Nous savons qu'une maladie est plus susceptible de se transformer en épidémie dans les pays instables où les systèmes de santé sont faibles. Les maladies infectieuses se propagent sans égard aux frontières politiques. Le seul moyen d'assurer la sécurité des Canadiens est de continuer d'investir dans les systèmes de santé, l'immunisation et la recherche-développement.

Les efforts mondiaux d'éradication de la polio sont un excellent exemple d'investissement dans l'aide internationale qui a été rentable pour les Canadiens. De nombreux Canadiens ont vécu une expérience personnelle de cette maladie invalidante. Il n'y a pas si longtemps, la polio a touché des milliers de personnes – dont nos parents et nos grands-parents. Le soutien apporté par le Canada à l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite a été relativement modeste – 750 millions de dollars depuis 1988. Pourtant, il a eu une incidence extraordinaire. À la suite de l'immunisation de 2,5 milliards d'enfants dans le monde, le nombre de cas de polio est passé de 40 cas à l'heure en 1988 à 40 par année³. Cela a permis à l'économie mondiale d'économiser un montant évalué à 27 milliards de dollars, en tenant compte de facteurs comme le coût des soins de santé et les heures de travail perdues.

Au-delà de la polio, nous savons qu'investir dans la vaccination est extrêmement rentable. Selon l'étude publiée en 2016 par des chercheurs de l'Université Johns-Hopkins, chaque dollar investi dans la vaccination dans les pays les plus pauvres du monde pourrait permettre d'épargner 16 dollars américains en coûts liés aux soins de santé et en pertes de salaires et de productivité entraînés par les maladies et les décès⁴.

Les pandémies mondiales sont de plus en plus préoccupantes. En effet, un récent sondage mené auprès de 30 000 experts de l'industrie des assurances à l'échelle mondiale a révélé que les pandémies sont en tête de la liste des risques extrêmes à long terme les plus importants pour l'industrie des assurances. L'épidémie du virus Ebola qui a sévi en Afrique de l'Ouest en 2014 a fait plus de 10 000 victimes et a infecté 20 000 autres personnes, un bilan qui aurait pu être bien pire si l'infrastructure du programme pour la polio n'avait pas déjà été en place. Le soutien apporté par le Canada pour l'éradication de la polio a porté ses fruits en aidant à limiter l'impact de l'épidémie d'Ebola, au même titre que nos efforts pour trouver des vaccins pour la maladie.

Stratégie mondiale de R-D en matière de santé

Les dirigeants mondiaux ont commencé à reconnaître que dans notre monde de plus en plus interrelié, nous devons adopter des approches globales pour faire face aux problèmes mondiaux. Récemment, le G20 a pour la première fois inscrit la santé à son ordre du jour, en déclarant que la résistance antimicrobienne constitue une menace importante pour notre santé et nos économies. On estime que déjà, 700 000 personnes dans le monde meurent chaque année d'infections résistantes aux

² http://www.huffingtonpost.co.uk/bill-gates/bill-gates-foreign-aid_b_16100784.html?utm_hp_ref=uk&ir=UK

³ <http://polioeradication.org/polio-today/history-of-polio/>

⁴ <http://www.gavi.org/a-propos/valeur/rapport-cout/>

médicaments. Chaque patient atteint d'une infection résistante aux médicaments entraîne des coûts liés aux soins de santé supplémentaires d'environ 10 000 à 40 000 dollars américains. Si aucune mesure n'est prise immédiatement, le fardeau économique cumulatif de la résistance aux antimicrobiens (RAM) atteindra 100 billions de dollars d'ici 2050⁵.

Les Canadiens sont tout aussi vulnérables à ces superbactéries, y compris à la tuberculose et à la pneumonie pharmacorésistantes. L'ancienne directrice de l'OMS, Margaret Chan, a fait la mise en garde suivante : « Nous nous acheminons vers une ère post-antibiotiques dans laquelle les infections courantes redeviendront mortelles ».

La recherche-développement sur les maladies liées à la pauvreté (y compris les souches pharmacorésistantes) est cruellement sous-financée et il y a des lacunes substantielles dans le modèle d'innovation à l'égard des médicaments et des vaccins nouveaux. Les chercheurs canadiens et le gouvernement fédéral ont un rôle important à jouer pour relever ces défis. Le financement des produits de la R-D pour les maladies négligées au Canada n'a totalisé que 79 millions de dollars américains pour la période 2010-2015. C'est extrêmement bas, comparativement aux sommes investies par d'autres pays comme le Royaume-Uni (231 millions de dollars américains) et les États-Unis (2,1 milliards de dollars américains) durant la même période⁶. Le Canada ne tire pas profit de ses chercheurs et ses installations de calibre mondial. Nous devons mettre en œuvre une stratégie mondiale de R-D en matière de santé entièrement financée à l'échelle du gouvernement.

Sécurité alimentaire et amélioration de la nutrition

Près de 795 millions de personnes dans le monde ont trop peu à manger ou sont mal nourries, dont la grande majorité vit dans des pays en développement où 12,9 % de la population est sous-alimentée. Étant l'un des plus importants bailleurs de fonds au monde pour des programmes de nutrition de base, le Canada a été un chef de file mondial de l'appui à des programmes de nutrition essentiels qui réduisent la mortalité infantile et stimulent la croissance économique. La malnutrition peut causer une insuffisance pondérale (petite taille pour l'âge), perturber le fonctionnement cognitif, affaiblir le système immunitaire et entraîner d'importantes diminutions de la capacité de gain future, perpétuant irrémédiablement le cycle de la pauvreté pour encore une autre génération.

Jim Kim, président de la Banque mondiale, qualifie le fait d'investir dans les premières années de développement d'un enfant d'« investissement dans l'infrastructure de la matière grise ». En 2016, lors d'une allocution, il a clairement souligné l'importance de s'attaquer aux retards de croissance : « J'ai mentionné trois graves menaces mondiales qui nous concernent tous – les déplacements forcés, le changement climatique et les pandémies. Cependant, il existe une autre menace qui n'a pas sérieusement attiré l'attention du monde et, honnêtement, il s'agit de la plus accablante pour ceux qui, comme nous, travaillent dans le domaine du développement : les taux inconcevables élevés de retards de croissance chez les enfants dans les pays à moyen et faible revenu. »

Des avantages à court et à long terme remarquables découlent de la priorité accordée aux dépenses en matière de nutrition. L'investissement dans la nutrition peut augmenter la croissance économique par le biais de la création d'emplois, de la productivité accrue et d'économies de ressources. De fait, les

⁵ <http://www.oecd.org/about/secretary-general/g20-health-ministers-meeting-fighting-antimicrobial-resistance.htm>

⁶ <http://policycures.org/downloads/Y7%20GFINDER%20full%20report%20web%20.pdf>

enfants ayant accès à une nutrition convenable réussissent mieux à l'école et, adultes, gagnent 20 % de plus sur le marché du travail et ont 10 % plus de chances de posséder leur entreprise⁷.

« De tous nos investissements dans l'infrastructure, je crois que les investissements dans la matière grise pourraient être les plus importants de tous », a poursuivi M. Kim. L'« infrastructure neuronale » pourrait bien être l'infrastructure la plus essentielle dont les pays ont besoin pour affronter un avenir incertain, dans lequel la croissance économique s'appuiera beaucoup plus sur les compétences numériques dans une économie de plus en plus axée sur les services et beaucoup moins sur les emplois peu spécialisés dans les domaines de l'agriculture et de la fabrication⁸. » À l'heure où les entreprises canadiennes cherchent de nouveaux marchés dans lesquels investir ainsi qu'une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée, ces investissements seront essentiels afin d'accroître la productivité.

Éducation inclusive et équitable

Malgré les progrès solides accomplis au cours des 15 dernières années, plus de 263 millions d'enfants et d'adolescents ne fréquentent pas l'école, en majorité des filles. L'éducation n'est pas seulement un droit fondamental de la personne, elle a un effet extrêmement positif sur le revenu des particuliers et la croissance économique des pays. Une année de scolarité de plus augmente les gains personnels de plus de 10 %, tandis que chaque année de scolarisation supplémentaire augmente le taux de croissance moyen du produit intérieur brut (PIB) de 0,37 %.

L'éducation s'accompagne aussi d'avantages profonds qui ne sont pas seulement de nature économique : les filles qui continuent de fréquenter l'école après la 7^e année ont plus de chances de se marier à un âge plus avancé, moins de risques de mourir pendant la grossesse ou l'accouchement, plus de chances d'avoir des enfants en meilleure santé et d'envoyer leurs enfants à l'école. Si les avantages sociétaux et économiques de l'éducation sont si clairs, pourquoi l'éducation est-elle toujours sous-financée? Le soutien du Canada à l'éducation a diminué, passant à 207,6 millions de dollars en 2014, ou 7,8 % de l'ADO du Canada, par rapport au sommet de 12,2 % observé en 2010. À l'échelle mondiale, l'insuffisance de financement pour l'éducation est estimée à 39 milliards de dollars américains⁹.

Le financement de l'éducation est l'un des investissements les plus intelligents que nous puissions faire. Une main-d'œuvre mondiale plus scolarisée permettrait à un plus grand nombre d'entreprises canadiennes à l'étranger de trouver la main-d'œuvre qualifiée qu'il leur faut pour réussir.

Changement climatique

L'accroissement de la viabilité environnementale est l'un des principaux engagements du Canada. Que l'on vive au Canada ou à l'étranger, l'environnement nous procure tout – non seulement la nourriture et l'eau, mais aussi les ressources pour assurer la croissance de nos économies. Le changement climatique menace les moyens de subsistance des populations les plus vulnérables de la planète, dont les femmes et les filles. Comme le souligne le plus récent Rapport sur l'ODA d'Affaires mondiales Canada, « la viabilité environnementale et la lutte contre le changement climatique sont indissociables d'autres défis de taille en matière de développement, comme l'égalité des sexes, la croissance économique, la

⁷ <http://siteresources.worldbank.org/NUTRITION/Resources/281846-1131636806329/NutritionStrategyCh1.pdf>

⁸ <http://www.worldbank.org/en/news/speech/2016/04/05/remarks-world-bank-group-president-jim-yong-kim-development-global-interdependence>

⁹ http://globalpovertysolutions.ca/_docs/Canadian%20Funding%20for%20Global%20Education.pdf

gouvernance et les droits de la personne, la paix et la sécurité, l'aide humanitaire et la résilience¹⁰ ». Qui plus est, les défis environnementaux ne connaissent pas de frontières. Une augmentation de l'ADO permettrait de mieux soutenir les programmes et politiques qui abordent ces défis, comme l'énergie renouvelable ainsi que la désertification et la déforestation. Ces investissements protégeront l'accès aux nécessités de subsistance de base et stimuleront la croissance des économies, tant dans les pays en développement qu'au Canada. En tant que ministre de l'Environnement et du Changement climatique, la ministre McKenna a pour mandat de contribuer à rétablir la réputation du Canada en matière de gestion de l'environnement et d'exercer un leadership dans la lutte contre le changement climatique. L'ADO joue un rôle important dans sa capacité d'atteindre ces objectifs.

Paix et sécurité

La réaction rapide et efficace aux crises humanitaires internationales constitue une autre priorité essentielle du Canada. Au cours des dernières années, le monde a été marqué par plusieurs crises telles que des sécheresses, des séismes ainsi que des déplacements de populations à grande échelle à la suite de conflits. En tant que ministre de la Défense nationale, le ministre Sajjan s'assure que les Forces canadiennes sont prêtes à fournir des services aux personnes sinistrées et à soutenir des opérations de maintien de la paix à l'étranger, et une partie de l'aide internationale fournie par le Canada sert à renforcer ce travail. D'autres secteurs de dépenses de l'ADO contribuent également à la sécurité nationale de manière moins directe, mais tout aussi importante : les recherches indiquent une forte corrélation entre la pauvreté et les conflits. En investissant dans les moyens de subsistance stables et la croissance économique, nous créons, grâce aux dépenses consacrées au développement international, les conditions nécessaires à une paix durable. Lorsque nous investissons de manière à ce que les gens aient accès à la nourriture et aux soins de santé dont ils ont besoin et que les enfants soient instruits, nous préparons la voie à une croissance économique positive et à des moyens de subsistance stables. En retour, cela permet d'aider à débarrasser le monde des conditions sans espoir qui engendrent l'extrémisme et la violence.

Conclusion

Si l'aide canadienne au développement international continue de diminuer ou de stagner, notre pays ne pourra simplement pas réagir convenablement aux défis complexes auxquels le monde est actuellement confronté. Par ailleurs, un engagement renouvelé à exercer un leadership en matière de développement international sera nécessaire pour favoriser les partenariats mondiaux concertés qui permettront au Canada de réaliser ses objectifs stratégiques, notamment l'obtention d'un siège non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

Nous vous remercions de nous avoir donné l'occasion de prendre part aux consultations prébudgétaires de 2018. Nous serions heureux d'avoir l'occasion de présenter nos recommandations dans le cadre des audiences prébudgétaires du Comité permanent des finances.

¹⁰ http://international.gc.ca/gac-amc/assets/pdfs/publications/daaa-lrmado_1516_report.pdf